

1er et 2e semestre 2024

CODEL-Info

Bulletin d'information de la Convention des Organisations
de la société civile pour l'observation Domestique des Elections

N°13

Lutte contre les conflits et violences communautaires au Burkina Faso



La CODEL sensibilise les acteurs du Sanmatenga

P. 3

Orientation stratégique des activités

La CODEL lance son Plan Stratégique
2025-2029 lors d'une table ronde
des partenaires.



P. 7

MOT DE LA CODEL

RENCONTRE
D'ECHANGES ENTRE LE
CHEF DE L'ETAT ET LES
FORCES VIVES DE LA
NATION

P. 11

LA CODEL A CLOS L'ANNEE 2024 PAR UNE SERIE D'ACTIVITES MENEES DANS LE CADRE DE SON PROGRAMME STRATEGIQUE 2019-2023



Après les événements historiques survenus dans notre pays notamment l'insurrection populaire en 2014 et la transition de 2015, les principaux acteurs de la société civile du moment intervenant dans le processus démocratique alors esquissé ont œuvré à mettre en place des éléments d'encadrement et d'approfondissement de ce que peut être une société démocratique pour un développement durable. Alors est née la Convention des Organisations de la société civile pour l'Observation Domestique des Elections (CODEL).

Nous nous souvenons de l'engagement et de l'engagement de notre peuple à réussir trois scrutins couplés présidentiel/législatifs et municipaux. La CODEL a gardé l'axe stratégique dorsale de son fondement que sont la démocratie, le développement durable et l'épanouissement plein de notre peuple. Depuis elle n'a cessé d'approfondir cette vision en renforçant les capacités de ses sympathisants et ses structures membres dans leurs domaines respectifs : **ABB, ADEP, AFJ-BF, AJEA, AMR, BALAI CITOYEN, CGD, CIDOC, CNP-NZ, FEPDHA,**

FRC, GERDES, OIE, RAJ, RAP-PED, SEMFILMS, TON, UNALFA, WANEP.

Chacune de ces organisations a réussi à s'adapter à la situation de la rupture institutionnelle et mener ses activités dans le cadre institutionnel.

La CODEL a pu ainsi poursuivre ses activités de veille citoyenne, d'éducation de la jeunesse, de renforcement du genre, de respect des libertés, de lutte contre la désinformation et bien d'autres. Elle a cultivé constamment le sens de la redevabilité à l'instar de ses sorties dans plusieurs régions de notre pays auprès de ses structures membres et des autorités publiques et leaders communautaires.

La CODEL a participé aux rencontres majeures (assises nationales du MPRS1 puis du MPRS2 et à la rencontre d'échange entre le chef de l'Etat et les force vives de la nation en juillet 2024) de l'Etat où ont été débattues

les questions de la république. La CODEL a retenu la fin de l'année pour lancer son plan stratégique 2025-2029 avec l'organisation d'une table ronde des partenaires techniques et financiers afin de continuer, dans la résilience, la mise en œuvre de ses activités.

En 2025, nous resterons résolument engagés pour poursuivre notre travail avec la même résilience et la même détermination afin de créer un impact positif, durable pour une paix retrouvée au Burkina Faso.

Bonne et heureuse année 2025 à toutes et à tous.

LE PRESIDENT DE LA CODEL
Maître Halidou OUEDRAOGO

Avocat à la Cour

CODEL-Info
Bulletin d'information de la Convention des Organisations de la société civile pour l'observation Domestique des Elections

Directeur de publication
Me Halidou OUEDRAOGO

Redacteur en chef
Aimé M. KAMBIRE

Ont collaboré
Django Ladji MASSE
Souleymane OUEDRAOGO
Daniel DA HIEN
Rahamata L. KOUDOUGOU

Lutte contre les conflits et violences communautaires au Burkina La CODEL sensibilise les acteurs du Sanmatenga

Dans le but de contribuer à la prévention et à la mitigation des violences dans la commune de Kaya, du 29 juillet au 1er Aout 2024, une équipe de la Convention des Organisations de la société civile pour l'Observation Domestique des Elections (CODEL) a séjourné dans la province du Sanmatenga. Des audiences avec les autorités et une causerie éducative avec des acteurs clés étaient au menu de la mission. La causerie éducative a eu lieu le mercredi, 31 juillet 2024 à l'hôtel ZAM de Kaya en présence du point focal provincial de la CODEL et de son binôme.



Vue des acteurs en pleine causerie éducative

Conduite par Mme Clarisse Bila NADEMBEGA/ZOUNGRANA, secrétaire chargée des finances et de la comptabilité de la CODEL, cette sortie est en droite ligne du but de la convention qui est d'accroître les capacités organisationnelles, institutionnelles et techniques des organisations de la société civile engagées dans la promotion des droits de l'Homme, de la démocratie et de la bonne gouvernance au Burkina Faso.

Cette rencontre a été organisée au profit des jeunes et femmes, des représentants de la société civile, coutumiers et religieux du Sanmatenga autour du sujet des conflits et violences communautaires.

La cérémonie d'ouverture de la causerie a été assurée par la cheffe de mission, Mme NADEMBEGA représentant Me Halidou OUEDRAOGO, le président de la CODEL. Selon elle, l'activité de la causerie éducative regroupe les différentes composantes affiliées à la CODEL ou non, dont les jeunes, les femmes, les représentant des coutumiers et religieux, des personnes ressources. Elle a invité les participants à être des relais de bonnes informations qui véhiculent la cohésion sociale et le vivre - ensemble dans la province du Sanmatenga.

Pour Mme Clarisse Nadembèga : « Cette causerie éducative a pour objectif général la prévention des conflits et les violences dans les communautés de Kaya. » Et d'ajouter que le choix est fait sur Kaya compte tenu du fait que la ville a été identifiée comme faisant partie des principales villes les plus affectées par le contexte sécuritaire difficile mais aussi en raison des tensions constatées lors de processus électoraux passés.

La causerie éducative a proprement dit a été conduite simultanément en français et en langue nationale mooré par François Baloum, de l'Association Monde Rural (AMR). Il a invité les participants à plus d'engagement pour semer la graine du vivre - ensemble dans les différentes communautés du Sanmatenga.

Les participants se sont largement exprimés au cours de cette importante causerie. En effet, à la suite des définitions de concepts lié à la bonne gouvernance et à l'identification des différents conflits présents dans la province, les participants ont identifié de potentiels acteurs pouvant servir de connecteurs. Ce sont entre autres :

- **La société civile** : Elle peut jouer un rôle de prévention (sensibilisation, éducation, etc.) et de plaidoyer (envers

les autorités compétentes) ;

- **Les autorités administratives** : Elles peuvent intervenir dans la prévention et jouer le rôle d'arbitre dans la résolution des conflits en impliquant les services techniques et particulièrement l'ONAPREGECC ;

- **Les autorités coutumières et religieuses** : Elles peuvent jouer le rôle de prévention, de médiation et de la mise en place des mécanismes endogènes de résolution des crises (la parenté à plaisanterie, la résolution des crises par le neveu, etc.).

Quelques-uns se sont prononcés aux micros des journalistes, parmi lesquels Woumnoo-Bil Naaba du chef du canton du Sanmatenga. Selon lui, la CODEL est une structure de référence au Burkina qui œuvre dans le cadre des élections et de la cohésion sociale. « Cette rencontre de causerie est la bienvenue à Kaya. Elle permettra aux acteurs communautaires de comprendre la citoyenneté et le Burkindi (le patriotisme). La chefferie continuera à jouer son rôle comme d'habitude pour la paix. », souligne-t-il.

Léocadie Marie Windlasida Sawadogo, membre du conseil provincial des OSC du Sanmatenga est du même avis que le représentant de la chefferie coutumière lorsqu'elle indique que c'est avec grand plaisir qu'elle participe à cette causerie initiée par la CODEL. Pour Léocadie, cette causerie est une opportunité pour que la province du Sanmatenga soit une référence en matière de cohésion sociale et constitue une piste de solution pour un retour aux valeurs ancestrales qui définissent l'Homme intègre.

Pour les représentants de la CODEL, l'organisation va multiplier ces genres d'actions dans d'autres commune dans le but de contribuer à la prévention et à la mitigation des violences dans notre pays.

Vie de la CODEL

Redevabilité de la CODEL auprès des autorités et des membres Un engagement fort dans le contexte actuel du Burkina Faso

La Convention des Organisations de la société civile pour l'Observation Domestique des Elections (CODEL) a poursuivi sa mission de redevabilité en organisant des rencontres avec ses organisations membres et les autorités administratives et coutumières dans différentes régions du Burkina Faso. Ces échanges, dans le cadre du projet COPEB, visaient à faire le point sur les actions menées, renforcer la collaboration et échanger sur les défis rencontrés dans ce contexte national difficile. En plus des rencontres à Ouagadougou, des équipes de la CODEL se sont rendues dans le Yatenga, le Gourma, le Poni, la Comoé et dans le Zondoma.



Le gouverneur de la région des cascades échange avec la délégation de la CODEL conduite par son vice-président, M. Daniel DA HIEN.

Les Autorités Administratives et Coutumières félicitent la démarche

Dans sa démarche de transparence, la CODEL a mené des échanges avec les autorités administratives et coutumières dans diverses régions, notamment dans les Cascades, le Nord, le Sud-ouest, le centre-est et dans la région de l'Est. Ces rencontres ont eu lieu dans la période d'août à septembre 2024.

Dès l'entame des échanges, les chefs de délégation des équipes de la CODEL, ont lors de l'ouverture des discussions souligné l'importance de contribuer à la résolution des crises locales afin de favoriser un développement réel pour les populations. Cette déclaration a été bien reçue par les autorités locales, qui ont salué l'importance de l'action de la CODEL dans la mise en œuvre des projets sociaux et de médiation. Ce fut le cas de M. Siaka Ouattara, Secrétaire Général de

la région de l'Est, qui soutient que « tout ce que vous faites, c'est l'État qui devrait normalement le faire, mais nous avons besoin des organisations comme la vôtre pour accomplir ces actions. » M. Siaka a exprimé le souhait que la CODEL bénéficie d'un soutien renforcé pour ses activités dans la région.

Dans les autres régions, les autorités administratives et coutumières ont également apprécié l'engagement de la CODEL, en particulier dans le renforcement de la cohésion sociale et la gestion des conflits. Sa Majesté Hema Aboubacar, chef de canton de Banfora, a loué la résilience de la CODEL, soulignant que de nombreuses autres structures, créées avant ou après la CODEL, n'ont pas survécu.

Il a ajouté :

« On attend beaucoup parler de vous en bien, et non en mal ».

Le Gouverneur des Cascades a également félicité l'association TON (membre de la CODEL) pour ses efforts constants, en particulier en période de crise. « Lorsque nous avons des soucis, ils répondent toujours présents, avec leurs infrastructures et leurs soutiens », a-t-il déclaré.



Le roi du Yatenga reçoit une délégation de la CONDEL conduite par son président, Me Halidou OUEDRAOGO.

Redevabilité envers les Organisations Membres



Redevabilité auprès de l'AMR à Gourcy

La première série de rencontres a eu lieu respectivement au niveau de l'Association Monde Rural (AMR) à Gourcy et l'Association TON à Niangoloko qui ont accueilli tour à tour des délégations de la CODEL, conduites par les membres du bureau exécutif national. Par la suite, le RAJ, l'AFJ-BF, le FRC et la FEP-DHA furent les organisations rencontrées à Ouagadougou. Ces échanges ont permis aux membres des organisations de discuter des activités mises en œuvre en 2023, de l'impact de la suspension du projet COPEB dans le cadre du programme GICAR de Diakonia, ainsi que des perspectives. Les échanges ont montré une grande satisfaction des participants, qui ont salué la résilience des différentes associations membres de la faitière malgré un contexte national marqué par des difficultés. Les autorités locales rencontrées pour l'occasion ont également exprimé leur reconnaissance envers les associations, soulignant leur rôle essentiel dans les communautés. On se souvient que le Gouverneur de la région des Cascades a félicité chaleureusement l'association TON, membre de la CODEL, pour ses efforts constants en faveur des populations, notamment par l'accueil et l'hébergement temporaire des concitoyens récemment rentrés via la frontière ivoirienne. Quant à l'AMR,

son importance auprès des communautés n'est plus à démontrer vu son expérience notamment dans le domaine de la veille citoyenne en témoigne la notoriété des « EDIC », sa création originale.

Soutien aux Personnes Déplacées Internes (PDI)

La prise en charge des personnes déplacées internes (PDI) a été un autre point important de ces rencontres. Des échanges, il ressort que l'aide aux PDI doit aller au-delà des vivres et autres dons en nature et en espèces. Il est aussi nécessaire de mener des actions de sensibilisation, d'éducation citoyenne et de soutien psychosocial envers ces personnes. Selon les

intervenants, cette approche intégrée est essentielle pour offrir une prise en charge complète des populations déplacées.

Des résultats

Ces rencontres ont permis de renforcer les relations entre la CODEL, ses membres et les autorités locales, tout en facilitant une meilleure prise en compte des besoins des communautés dans les diverses régions. Les autorités rencontrées ont exprimé leur reconnaissance envers la CODEL pour son rôle clé dans la promotion de la cohésion sociale, de la bonne gouvernance et de son engagement constant pour le bien-être des populations.



Redevabilité auprès de l'association TON à Niangoloko

Vie de la CODEL

Crise socio-politique et sécuritaire au Burkina Faso La CODEL organise une concertation citoyenne

Dans l'objectif d'examiner la situation sécuritaire et sociopolitique au Burkina Faso et de fixer des perspectives, la Convention des Organisations de la Société Civile pour l'Observation Domestique des Elections (CODEL) a tenu le 03 octobre 2024 à Ouagadougou un atelier d'échanges intitulé « Concertation citoyenne sur la crise socio-politique et sécuritaire au Burkina Faso ». Cette rencontre tenue en un jour a réuni environ une soixantaine de participants venant des organisations de la société civile membres et partenaires, des partenaires techniques, financiers et institutionnels, des ministères, des personnes ressources.



Photo de famille à la suite de l'ouverture de la concertation citoyenne

De la cérémonie d'ouverture

L'ouverture des travaux de l'atelier s'est effectuée à travers un cérémonial sobre ponctué de l'allocution du président de la CODEL Maître Halidou OUEDRAOGO. Il s'est réjoui de la mobilisation des participants et a saisi l'occasion pour faire un rappel du contexte, des objectifs et des articulations de l'activité. « La présente rencontre citoyenne s'inscrit dans un cadre de débats démocratiques pour susciter des réflexions sur les questions importantes, pour tirer des leçons et expériences de nos actions afin de mieux contribuer de façon encore plus décisive à la résolution définitive de cette guerre de libération de notre pays », a-t-il indiqué. Le président de la CODEL a salué les efforts de contribution des OSC, des FDS, de l'Etat et de ses démembrements dans ce contexte de lutte contre le terrorisme au Burkina Faso en particulier et dans la région du Sahel en général.

Des communications assurées par des experts

Quatre importantes communications ont été présentées lors de cet événement. La première, sur **l'état des lieux et les perspectives de la situation sécuritaire et sociopolitique du Burkina Faso**, a été animée par le capitaine à la retraite Almissi Ouedraogo, avec la contribution de représentants des ministères de la défense et

de la sécurité. Elle a souligné la distinction entre extrémisme violent et terrorisme, décrivant les groupes terroristes comme l'EIGS, DAESH, et GSIM, et leur impact sur la sécurité du pays. De son intervention, on note que des efforts ont été faits pour réorganiser les forces de défense et de sécurité, mais la veille permanente reste une recommandation clé.

La seconde communication, présentée par le professeur Abdoul Karim Saidou, a abordé les **réformes politiques nécessaires pour renforcer la démocratie au Burkina Faso**. Il a proposé des réformes dans le système partisan, électoral et de la citoyenneté, soulignant l'importance de la transparence et de l'inclusion dans la gestion de la chose publique.

Les enjeux de la justice sociale, des inégalités et de la corruption, telles sont les points abordés par la troisième communication co-animée par Dr Ollo Pepin Hien et M. Adama Ouedraogo. Ici, les interventions des experts, ont mis en évidence l'importance de l'implication citoyenne pour garantir une gouvernance juste et équitable. M. Adama Ouedraogo du ministère de **la justice a présenté les liens entre bonne gouvernance et droits humains**, insistant sur l'importance de la lutte contre la corruption et la préservation des libertés individuelles et collectives. On retiendra que les défis actuels du Burkina Faso incluent la restauration de l'intégrité du territoire, la lutte contre

la corruption, et la protection des droits humains...

Bilan et recommandations

Les échanges ont permis de mettre en lumière plusieurs points essentiels. Selon de nombreux intervenants, le terrorisme résulte des rapports sociaux, et les forces de défense et de sécurité n'étaient pas initialement préparées à gérer cette situation. Des initiatives sont actuellement mises en place pour renforcer l'implication des populations locales, notamment via les COVED, dont la formalisation est en cours. Des programmes d'appui psycho-social, tels que le Centre Yerelon à Bobo et la Fondation Go Paga, sont également développés. Les influences extérieures, notamment celles de l'Occident, alimentent vivement les débats sur les réseaux sociaux. Concernant les chefs coutumiers, il est suggéré d'adopter un statut officiel pour la chefferie coutumière. En ce qui concerne les politiciens, il est recommandé de repenser la mobilisation, le financement des partis politiques et de promouvoir la redevabilité continue, tout en révisant la participation des femmes et des jeunes, souvent sous-représentés.

Le bilan des échanges met en avant plusieurs propositions concrètes pour renforcer l'implication des organisations de la société civile (OSC) dans la gouvernance démocratique, notamment par le partage d'expériences et la participation active des différents acteurs. Toutefois, des faiblesses ont été relevées, comme l'absence de partis politiques au débat et la faible représentation des médias et des ONG.

Au titre des recommandations figurent la sensibilisation continue des populations, la promotion de la bonne gouvernance locale, l'intégration de l'éducation civique à l'école, et la pérennisation de la présente initiative en organisant régulièrement des concertations citoyennes.

Orientation stratégique des activités

La CODEL lance son Plan Stratégique 2025-2029 lors d'une table ronde des partenaires

Le lundi 25 novembre 2024 à l'hôtel SOPATEL SILMANDE de Ouagadougou, la Convention des Organisations de la Société Civile pour l'Observation Domestique des Elections (CODEL) a organisé une table ronde de ses partenaires techniques et financiers. Cette rencontre a été l'occasion de présenter aux participants les principaux axes du PS 2025-2029, les objectifs visés et les résultats attendus, et de discuter des modalités de partenariat et de financement qui permettraient de concrétiser ses ambitions.



Quelques participants à la table ronde autour du présidium

Inscrite dans le cadre de la démarche stratégique pour mobiliser des ressources destinées au financement du Plan Stratégique de la convention, l'activité intitulé « table ronde des partenaires » a réuni autour de la même table des partenaires techniques et financiers, des ministères, des institutions, des organisations membres et partenaires, Etc.

En rappel au regard du nouveau contexte national, la CODEL s'est dotée d'un nouveau plan stratégique afin d'orienter ses interventions durant la période 2025-2029. Ce plan élaboré avec la contribution des 19 organisations et coalitions d'organisations membres, des 45 points focaux provinciaux, des 7 membres du Bureau Exécutif National, des équipes de son secrétariat exécutif et de ses partenaires techniques et financiers, s'est voulu

participatif et inclusif.

Du rôle de la CODEL

Cette rencontre a permis à la CODEL de mettre en lumière son rôle stratégique depuis sa création en juillet 2015, notamment dans la surveillance des élections et le contrôle citoyen de l'action publique. Elle a joué un rôle essentiel en assurant l'acceptation des résultats électoraux, même par les perdants des présidentielles de 2015 et 2020 et a été un acteur clé de la mise en œuvre réussie du programme de redevabilité présimètre avec son émission emblématique « Dialogue Citoyen » sur la télévision nationale. La CODEL a également œuvré pour l'éducation citoyenne et démocratique, tout en développant un capital humain compétent dans les domaines du processus électoral, de la démocratie, de l'État de droit et de la bonne gouvernance.

Bilan satisfaisant du précédent plan stratégique

Le bilan du plan stratégique 2019-2023 a révélé de nombreux acquis, et cette rencontre visait à encourager les partenaires à soutenir la pérennisation de ces actions. Bien que la CODEL est née principalement pour la surveillance des élections, elle a adopté une approche globale, anticipant l'avenir pour rester prête à intervenir lors des scrutins futurs. Après les interruptions constitutionnelles et institutionnelles de 2022, l'organisation a continué à renforcer ses capacités et à mener des actions de plaidoyer envers les autorités, de renforcement de ses capacités, de sensibilisation et d'éducation citoyenne au profit des populations.



Vue de la salle pendant les interventions des partenaires

L'importance du nouveau plan stratégique adapté au contexte actuel

Le nouveau plan stratégique 2025-2029 a été présenté, à l'issue d'un processus d'élaboration participatif avec divers acteurs notamment les organisations membres et celles partenaires, les PTF et des personnes ressources. Ce plan se structure autour de quatre axes principaux : le suivi citoyen des politiques publiques, la promotion de l'éducation électorale, le renforcement des capacités de la CODEL, et la contribution à la réhabilitation de la démocratie et de l'État de droit.

Doté d'un budget de **3 177 170 950 FCFA**, ce plan vise à renforcer la culture démocratique et à consolider l'État de droit au Burkina Faso, avec des actions concrètes telles que la sensibilisation et le suivi citoyen des politiques publiques.

Des perspectives

Plusieurs participants ont intervenu à la suite des présentations afin de partager leurs impressions. Cette dynamique a permis de recueillir leurs avis et de favoriser un échange constructif sur les différentes thématiques en question dans ce nouveau référentiel. Les discussions ont permis aux partenaires d'exprimer leur soutien au plan stratégique et de souligner l'importance de la CODEL dans la gouvernance de notre pays. Ainsi, plusieurs partenaires ont exprimé leur disponibilité pour collaborer notamment dans les domaines du monitoring des contenus médias et de la veille citoyenne. Des rencontres B2B pour approfondir les échanges sur les axes de coopération futurs ont également été suggérées par plusieurs représentants des partenaires.

Paix, participation citoyenne et cohésion sociale

AMR et les jeunes de Namissiguima en font leur cheval de bataille

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet communautaire de relèvement et de stabilisation pour le Sahel, l'Association Monde Rurale (AMR) a organisé la journée communale de la jeunesse de Namissiguima le samedi 30 septembre 2024. Une course cycliste, un match de football, une conférence sur le thème « La contribution de la jeunesse dans la construction et la consolidation de la paix et la cohésion sociale » ont été les activités phares de cette célébration.



La salle de la jeunesse de Namissiguima refuse du monde

« Depuis trois ans, c'est une première fois de voir la jeunesse aussi mobilisée pour une activité. La vision de susciter la mobilisation de la population et la cohésion à travers cette activité a été largement atteinte », c'est en ces mots que le président du conseil communal de la jeunesse de Namissiguima, Hamidou Nacanabo partage ses sentiments quant à la tenue de cette activité.

Content d'avoir remporté le match sur le score de deux buts à zéro, le capitaine de l'équipe des personnes déplacées internes, Maiga Amza soutient pour sa part que de nombreuses personnes seront fières de savoir que la commune a abrité l'organisation de telles activités car il y a de cela 2, 3 ans, les habitants ont fui, abandonnant leurs terres à cause des attaques des groupes armés terroristes.

« Organiser un match de football, une course cycliste, une conférence publique avec tant de monde est une preuve tangible que la paix est de retour dans la commune de Namissiguima et

cela est à mettre à l'actif des Forces de défense et de sécurité, des volontaires pour la défense de la patrie et de personnes de ressources » se réjouit le capitaine de l'équipe victorieuse.

A l'issue de l'exposé, les jeunes à travers des sessions de groupes de discussions ont proposé des actions dans le sens de la promotion de la paix et de la cohésion sociale.

A entendre la représentante de l'AMR, Djénébou Yaméogo, l'engouement de la population autour des différentes activités témoigne de l'atteinte de l'objectif général qui est de promouvoir la paix et la cohésion sociale au sein de la population de Namissiguima.

« Ce fut un cadre de retrouvailles, de frottement, de réjouissances et de réflexions pour des gens qui avaient été forcés d'abandonner leurs terres pour revenir après une longue période », reconnaît-elle.

Le préfet, président de la délégation spéciale de la commune de Namissiguima, Mohamadou Youssoufi Maiga, ne cache pas sa joie, laissant entendre que ces activités participent à redonner vie à la commune. L'insécurité, indique-t-il, avait mis la mise œuvre des activités en berne. La jeunesse étant le fer de lance du développement, se convainc le président de la délégation spéciale, il faut qu'elle se remobilise pour faciliter la relance des activités d'où toute la pertinence de l'organisation de cette journée communale de la jeunesse par l'AMR.

Il a adressé des remerciements à ladite structure, à la banque mondiale, bras financier du projet communautaire de relèvement et de stabilisation pour le Sahel.

Mandaté comme partenaire facilitateur au Burkina Faso, AMR se charge de la mise en œuvre des activités du (PCRSS) dans les régions du Nord et du Sahel.

Vie des Partenaires

Vie des Partenaires

Diakonia a clôturé en octobre 2024 la 5ème session de formation certifiante en Gestion et Management des OSC (GMOSC)

C'est plus de trente (30) participant-e-s qui ont été formés en présentiel et en ligne sur plusieurs semaines, afin de renforcer leurs capacités dans la gestion de leurs organisations, avec une équipe de formateurs expérimentés et une approche pédagogique dynamique. En rappel, depuis 2018, Diakonia, en collaboration avec des universités et des instituts de formations, a formé plus de 200 responsables d'organisations, chargés de programmes, gestionnaires financiers sur les outils techniques, juridiques, administratifs et financiers à même d'améliorer de manière durable la performance de leurs organisations.



Vue de la salle de formation pendant le lancement

Pour l'année 2024, Diakonia Burkina Faso en collaboration avec l'IPD-AOS a lancé la seconde session de sa Formation Certifiante en Management et Gouvernance des ONG et Associations (GMOSC). C'est plus de trente (30) participants-e qui ont été formés en présentiel et en ligne sur plusieurs semaines, qui ont vu leurs capacités renforcées dans la gestion de leurs organisations, avec une équipe de formateurs expérimentés et une approche pédagogique dynamique.

En rappel, sans être exhaustif, le contenu de la formation s'articulait autour des thématiques suivantes :

- La gouvernance des ONGs & Associations : principes de bonne gestion, séparation des rôles et responsabilités entre le conseil d'administration (Board) et la direction (Staff) ;
- Les principes fondamentaux de la gestion des ONG /Associations : sociologie des organisations, concept d'Economie Sociale et Solidaire, droit des associations à but non lucratif, gouvernance associative, leadership dans le monde associatif ;
- Le cycle de management des programmes et projets : planification stratégique, conception des projets de développement, gestion opérationnelle,

suivi-évaluation des projets et programmes de développement ;

- La gestion administrative et financière des OSC : gestion administrative des OSC, gestion financière et comptable des OSC, fiscalité des OSC ;
- Actions stratégiques des organisations : Fundraising et durabilité financière des organisations, Développement Institutionnel et Renforcement Organisationnel (DIRO) des organisations, dynamique de groupe et esprit d'équipe, communication et relations publiques des OSC.

MOT DE LA CODEL A L'OCCASION DE LA RENCONTRE D'ECHANGES ENTRE LE CHEF DE L'ETAT ET LES FORCES VIVES DE LA NATION

Ouagadougou, le jeudi 11 juillet 2024

- 1- Féliciter le travail de reconquête abattu par les FDS et les VDP
- 2- Souhaiter une fin rapide de la guerre.
- 3- Régler la question pendante de la réconciliation nationale et travailler à la cohésion et à l'unité nationale.
- 4- Entreprendre un débat profond avec les acteurs (le chef de l'Etat, les magistrats, les avocats et le personnel judiciaire) de la justice pour lui permettre de jouer profondément son rôle de garant de l'indépendance du pouvoir judiciaire.
- 5- Lever la suspension des partis politiques afin de leur permettre, dans des conditions citoyennes, de jouer leur partition dans le processus de pacification du pays.
- 6- Elargir la liberté d'expression.
- 7- Profiter de la réforme au niveau du parlement pour la rendre plus représentative.
- 8- Travailler à ce que l'Etat respecte les décisions de justice.
- 9- Renforcer l'éducation des forces combattantes.
- 10- Saluer les initiatives de développement économique, agricoles, minières et industrielles engagées par le Gouvernement et souhaiter une croissance économique soutenue.
- 11- S'impliquer dans la bataille pour la réforme du système des nations unies afin que soit représenté le continent Africain au sein du conseil de sécurité.
- 12- Rétablir une vie constitutionnelle normale en organisant des élections libres, inclusives, transparentes et pacifiques.

**Pour la CODEL
Me Halidou OUEDRAOGO,
Président**

Ils ont dit

Burkina/Tentative d'arrestation du SG de la CGT-B : « Nous allons continuer à veiller jusqu'à ce que nécessité ne s'impose pas », assure **Etienne Convolbo de la CGT-B du Centre**

Espace CEDEAO : « Les Occidentaux sont très solidaires, quand il s'agit de piller l'Afrique. Mais nous, Africains, sommes incapables d'être solidaires pour nous défendre » (**ICEF-Burkina/BRICS**)

"Enlèvement de Me Guy Hervé Kam" : Le Syndicat des avocats du Burkina Faso condamne "cette façon de faire" qui viole les règles communautaires

"Enlèvement de Me Hervé Kam" : Le Balai Citoyen appelle à « sa libération immédiate et sans condition »

Retrait du Burkina, du Mali et du Niger de la CEDEAO : Une décision mûrement réfléchie, selon le Premier ministre **Appolinaire Joachimson de Tambela**. " Bientôt une décennie que les trois pays font face à des bandes de criminels soutenus, financés et équipés par leurs partenaires. Et cela, dans l'indifférence de certains pays voisins et des organisations sous régionales dont la CEDEAO", a déploré le Premier ministre.

Burkina/Affaire "charbon fin" : « C'était l'occasion de leur faire comprendre qu'on ne peut pas tout acheter avec l'argent », reproche **Roger Millogo du REN-LAC**.

Burkina/Organisation des assises nationales : « Dans sa forme autoritaire et messianique actuelle, la Transition en cours est loin d'avoir atteint ses objectifs » ,

martèle le Front patriotique
« Chaque fois que les autorités de la Transition prennent la parole, l'impérialisme et ses valets locaux tremblent », **Apollinaire Joachimson Kyélèm de Tambéla**

Transition au Burkina : « Nous, les "wayignans", assurons convenablement la garde, en ville comme en campagne, mais on ne peut pas tout divulguer ici », **Moussa Ouédraogo**

Enquête exploratoire sur les "Wayignan" au Burkina : « L'Afrique traditionnelle n'était pas une société despotique ou autocratique. Il y avait des formes de démocratie qui permettaient aussi bien aux jeunes qu'aux femmes de participer à la vie de la nation » **Dr George Rouamba**

« Il s'agit véritablement de permettre à l'ensemble des citoyens qui sont victimes ou témoins de corruption ou de mauvaises pratiques dans l'administration publique de pouvoir exercer leur droit de dénonciation et surtout que ces actes de dénonciation puissent être également transmis au niveau de la Présidence du Faso » : **Jean Emmanuel OUEDRAOGO**, Ministre de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme à propos de la création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité nationale de coordination du foncier (ANCF).

Burkina/ Médias : « Nous ne pouvons pas faire la télé comme si nous étions dans un pays qui n'est pas en guerre », **Pascal Kané**, directeur de la RTB-télé
<< Le carburant seulement pour faire l'ensemble de la couverture de drone, coûte au moins 15 à 20 millions par jour. Une seule munition pour le drone que vous voyez à la télé, le prix va de 30 à 55 millions au moins >> a dit le Général de Brigade **Kassoum COULIBALY**, Ministre de la Défense et des anciens combattants.

Burkina/Consolidation de la paix : « Il est important de mettre les femmes au cœur de la recherche de la paix et de la cohésion sociale... », **Djénéba Sodré/Sangarba**.

« Nous devons préserver la parenté à plaisanterie partout où nous sommes pour bien vivre ensemble et défendre bec et ongles notre territoire. C'est le fait d'être Burkinabè et en bannissant les préjugés qui nous permettra de former une nation solide » **Konomba TRAORE**, trésor humain vivant.

« Nous sommes en train de vaincre le terrorisme. Nous en sommes convaincus grâce à tous les actes que nous posons chaque jour, à la guidance que Dieu a bien voulu accorder aux plus hautes autorités du pays, à la vision du chef de l'Etat et aux efforts consentis par le peuple burkinabè », a déclaré mercredi le ministre d'Etat. Le ministre en charge de la défense le général **Célestin Simporé**.

« Témoigner sur Maître Titinga Frédéric Pacéré qui nous a quittés vendredi 8 novembre 2024 (date anniversaire de sa prestation de serment en 1973 comme avocat stagiaire) n'est pas un exercice aisé. Tellement il y a beaucoup de choses à dire sur l'homme. Mais pour résumer en quelques mots ce qui reste dans ma mémoire de journaliste qui l'a côtoyé des années durant, je dirais que Maître Pacéré, c'est « Le Niniga » (c'est-à-dire le rebelle, dans le sens noble du terme), le mystique, l'insaisissable, le mythique, l'invisible, l'introuvable, l'imprévisible, voire l'énigmatique. D'aucuns disent même de lui, que c'est un sorcier mais un sorcier docile » **Sita Tarbagdo**, journaliste à la retraite.

Tél. : (226) 25 50 50 23
Site web :
www.codel.bf
E-mail :
codelburkina@gmail.com